



Sommaire: ENCORE UNE FORTE MOBILISATION EN BRETAGNE

Edito

Encore une forte mobilisation en Bretagne. p. 1

U.D. 56 :

Pourquoi réussir le 28 octobre, le 6 novembre et après ?P. 2

Elections chez

STX Lorientp. 2

U.D. 29 :

Les Finistériens ont aussi décidé de ne pas céder... p. 3

U.D. 22 :

Une C.G.T. sur tous les terrains briochinsp. 3

Cheminots :

Lucides, déterminés et responsablesp. 4

Jérôme Zimmer, incarcéré depuis le 23 septembre, est maintenu en détention par la Cour d'Appel de Rennes le 27 octobre.

Nouveau rassemblement à Rennes, le 3 novembre pour obtenir sa libération.

La loi est votée, ce n'est pas une surprise, même s'il faut reconnaître que cela complique le travail des militants.

Pour autant, cela n'annonce pas la fin du conflit. La mobilisation, ce jeu de 28 octobre le démontre. Nous étions plus de 130 000 dans la rue sur la Région, près de 2 millions au niveau national.

Bernard Thibault, a déclaré que « la mobilisation était "inférieure" aux précédentes journées mais toujours de "grande ampleur" et "impressionnante" compte tenu du vote de la loi. Ce qui est impressionnant, c'est que c'est sans doute la première fois qu'au lendemain du vote d'une loi, nous ayons des manifestations d'aussi grande ampleur et avec un soutien aussi populaire".

La lutte continue. Des dispositions sont prises par les syndicats pour décider unitairement avec les salariés de nouvelles modalités d'action (à l'exemple des cheminots sur la région) et les syndicats du département du Finistère cherchent à ancrer encore plus

sur les revendications au sein des entreprises.

Les tentatives de division, d'accusation d'irresponsabilité et la violence policière et la répression, y compris judiciaire, comme c'est le cas envers notre Camarade Jérôme, n'ont en rien modifié l'opinion publique.

Le mouvement social a gagné la bataille de l'opinion, 65 % de la population continue à soutenir le mouvement. 71 % sont pour une autre réforme.

Maintenant, nous devons bloquer la promulgation de la loi et gagner sur le contenu.

C'est une nouvelle bataille des idées que nous devons mener dans les entreprises en faisant le lien avec l'emploi, les salaires, les conditions de travail.

Pour la Confédération C.G.T., il n'y a pas d'ambiguïté, la mobilisation doit et peut encore se poursuivre en définissant sur chaque lieu de travail les formes d'action les plus adaptées et unitaires pour être entendus.

Par la convergence des mobilisations, en semaine et celle du samedi, nous élargirons le rapport de force.

C'est tout l'objectif de la journée de manifestation du 6 novembre prochain.

Prenons des dispositions dans chaque entreprise et sur les localités pour retrouver les manifestants du 28 octobre et ceux qui s'inscriront dans les **initiatives décidées le 2 novembre dans le Finistère et à Lorient devant la sous-préfecture, et le 3 novembre à Rennes place du parlement pour obtenir la libération de Jérôme.**



Christian PELTAIS
Secrétaire du Comité Régional Bretagne

Site Internet :
www.cgt-bretagne.fr
mail :
cgt.bretagne@wanadoo.fr
Tél. 02 99 65 45 90
Fax : 02 99 65 24 98
Directeur de la publication :
Christian PELTAIS
I.S.S.N. : 1258-7745
C.P.P.A.P. : 0713 S 07992
Bimensuel - 0,15€

Pourquoi réussir le 28 Octobre, le 6 novembre et après ?

Ce week-end, Raymond Soubie (conseiller de l'Elysée aux affaires sociales) affirmait : « oui la loi est dans la poche du patronat ! »

Eh bien non, ce n'est pas fini ! Nous avons appris nos leçons de Sarkozy :

le dossier retraite serait-il clos que demain, au Parlement, les mêmes UMP vont s'occuper du budget de la Sécurité sociale, branche Santé. A celles et ceux qui se laisseraient aller à penser que le mauvais moment est passé, **le bloc identitaire de la droite libérale vient réaffirmer qu'il en veut toujours plus.**

Attendre 2012 ? Demain on votera gratis ?

L'opinion n'est jamais définitivement gagnée. La campagne des médias a porté et porte encore sur... la pénurie de carburant et les déchets ménagers de la ville de Marseille. Bref, une croisade sécuritaire. Et la parole des experts nous enjoint de déclarer forfait et d'attendre... 2012 ! La seule démocratie est celle de l'élection du Président, nous expliquent ces bons docteurs. Chômeurs ? Précaires ? Licenciés ? Demain on vote gratis...

La légitimité du mouvement syndical et social est affrontée par le fait libéral : seul compte l'acte de pouvoir du président, de son exécutif, de ses parlementaires enrégimentés. Et la bataille de la légitimité sociale a rebondi ce week-end sur le droit constitutionnel de grève contre le droit de réquisition militaire ! **La légitimité sociale est un combat quotidien.** On n'a pas fait tout ça pour rien. **Réussissons le 6 novembre !!!**

La crise ? Ca y est, ils commenceraient à nous la faire payer ?

Non merci ! Sarkozy paie la sous-estimation de la crise

économique dans le corps social français. Obnubilé par les agences de notation, les résultats des banques et son jeu de rôle international, il s'est mépris sur la violence des conséquences sociales de la crise économique autant que son mépris pour le mouvement social l'a emporté.

Son comportement à haute teneur en haine sociale l'amène à rechercher une victoire humiliante, par KO. Avec lui, derrière lui, accrochés à ses basques, le Mouvement des entreprises de France (Medef) a ordonné la meute des patrons derrière le sauveur suprême. Et nous lui ferions cadeau de cette attitude ? Ni aujourd'hui ni demain !

Entre « déjà plus » et « pas encore »

Déjà plus ? Nous n'en sommes plus au début incertain d'un mouvement qui cherchait la durée, il l'a trouvée, comme il a rencontré l'unité. Non ce n'est pas 1995 et la grève des transports pour tous, non ça n'est pas 2003 et la CFDT fillonnée, et ce n'est pas non plus le soutien du mouvement syndical aux jeunes du CPE. C'est une somme de manifestations, débutées en janvier 2009, qui sont autant de cris contre le sort global qui est fait à tout un peuple. Voilà pourquoi encore plus de scolaires l'ont rallié.

Pas encore ? Pas encore la fin, où nous devrions passer à autre chose, parce que passer à autre chose dépend de l'issue de ce mouvement. Ni sa force propulsive ni son élargissement n'ont rendu leur dernier souffle.

**La retraite, pour eux, c'est déjà plié...
Pour nous, ça ne fait que commencer !
Samedi 6 novembre soyons encore
plus nombreux dans la rue !**

Les membres du secrétariat de l'U.D.-C.G.T. 56

Elections professionnelles

Lutter plus pour gagner plus !

Dans le contexte social actuel, ce résultat exceptionnel est un signal fort à l'encontre du patronat et du gouvernement qui tirent à boulets rouges sur la CGT.

La direction, qui pensait que l'arrivée d'une liste CFE-CGC au complet pouvait remettre en cause la prépondérance de la CGT au deuxième collège, a été déçue car notre liste est arrivée en tête au nombre de suffrages exprimés, ce qui n'était pas gagné d'avance.

Le bilan positif des élus des 4 années passées a plaidé en notre faveur. Ce résultat implique pour nous une présence accrue sur le terrain revendicatif que ce soit sur les salaires, l'emploi, les retraites et la défense des droits de l'ensemble des salariés STX Lorient.

Cela ne nous fait pas peur et nous motive au plus haut point.

Et au delà de nos divergences, nous appelons les élus CGC à participer avec nous dans la négociation et la revendication pour le bien de l'ensemble du personnel, car notre seul adversaire est le patronat surtout si celui-ci est sourd et aveugle aux besoins et aspirations des salariés de l'entreprise.

Délégation Unique du Personnel

Nbre sièges	C.G.T.	CFE-CGC
1er collège	6	/
2ème collège	2	2
	8	2



Les Finistériens ont aussi décidé de ne pas céder !!!

Réunis mardi 26 octobre, les syndicats CGT du département ont débattu sur le mouvement pour apprécier ensemble les modes d'action à mettre dans les mains des salariés pour gagner la retraite à 60 ans.

- En validant la démarche proposée par les confédérations d'alterner les journées nationales d'action et le débat avec les salariés sur les lieux de travail, les participants ont souhaité poursuivre les efforts pour ancrer les revendications au sein des entreprises.
- Le débat a mis en évidence la nécessité de poser les revendications dans la période au regard des réponses significatives qu'ils obtiennent. A la Poste, deux tournées sont maintenues à Rosporden et une à Scaer. Au Centre Hospitalier de Quimper Cornouaille, 20 contrats de travail ont été acquis en plus des prévisions, des avancées sur les conditions de travail ont été obtenues suite à la mobilisation.
- La période est propice pour arracher des succès revendicatifs auprès des employeurs qu'ils soient du public ou du privé.
- A la Morlaix Communauté, le personnel a obtenu une prime mensuelle de 30€ pour les fonctionnaires, une augmentation de 60€ pour les contractuels, tous les jours de grève ont été payés et, là

aussi, des avancées sur les conditions de travail.

- Contrairement aux prévisions gouvernementales, le mouvement social que nous vivons s'amplifie et s'ancre au grand dam du Président de la République.
- Avec plus de 39 000 manifestants dans le département, les Finistériens répondent en chœur aux détracteurs qui avaient déjà enterré la mobilisation.
- Les assemblées de salariés se poursuivent pour décider de modes d'action. L'intersyndicale du département se réunira vendredi pour proposer de nouveaux temps forts interprofessionnels d'ici le 6 novembre. D'ores et déjà la CGT a décidé d'un rassemblement à 12 H le 2 novembre devant la CRAM de Morlaix et d'autres initiatives sont en préparation à Brest et Quimper.
- La CE UD, les CE UL ont décidé de s'engager avec les syndicats dans un vaste plan de mobilisation pour poursuivre les échanges nécessaires à dynamiser le mouvement pour la retraite, l'emploi, les salaires.

Thierry Gourlay
Secrétaire Général de l'U.D. du Finistère

Une CGT sur tous les terrains briochins



Depuis la décision de créer un point de convergence des salariés en lutte le 12 octobre dernier, avec la mise en place d'un chapiteau face à la mairie baptisé pour l'occasion « la nouvelle maison du peuple », que d'initiatives sur le pays briochin !

C'est de cette maison du peuple dans l'unité qu'ont été décidées toutes les initiatives prises. La réussite de toutes les opérations menées dépendait de la capacité d'avoir des effectifs minimum. A chaque fois les militants repartaient dans leurs entreprises, leurs services et soumettaient les propositions aux salariés qui décidaient de s'y inscrire ou pas. Dès

lors des débrayages étaient organisés, d'autres venaient sur leurs congés, d'autres encore, en action reconductible, organisaient leur participation tout en assurant la tenue des piquets de grèves.

La première opération a été de faire de la zone commerciale de Languieux une zone morte. Nous y étions allés avec l'objectif de dépasser les agriculteurs qui l'avait bloquée une demie heure. Nous sommes parvenus à tenir de 9 heures à 12 heures. Beaucoup de klaxons de solidarité se sont faits entendre. Des salariés sans clients ont ravitaillé en café, petits gâteaux, toute la matinée les salariés qui filtraient la circulation. Le thème développé lors de cette opération ainsi que celle du lendemain sur le centre commercial du Carpont à Ploufragan était le travail des femmes, les temps partiels imposés et les conséquences sur la retraite. 500 salariés y ont participé.

Autre temps fort, la zone industrielle de Lamballe ce mardi 26 octobre. Même principe 400 salariés se sont rendus en convoi escargot à Lamballe pour installer les barrages de 10 heures à 14 heures. Cette fois le thème tour-

nait autour de la pénibilité. Cela a permis aux salariés de la Cooperl de souffler un peu, faute de porcs à abattre. Là aussi, à part un agriculteur, vite calmé par la gendarmerie et le patron de la Cooperl qui n'a pas pu se rendre à ses bureaux, bonne ambiance et bon soutien des usagers et des salariés.

Mardi c'est aussi le jour où les militants présents sous le chapiteau décident de se réapproprier leur maison du peuple fermée pour cause de sécurité.

Jean-Edmond Coatrieux
Secrétaire Général de l'UD des Côtes d'Armor





Lucides, Déterminés et Responsables

L'action reconductible chez les cheminots, depuis le 12 Octobre dernier prend sa source dans les différentes mobilisations engagées unitairement par les Organisations syndicales nationales interprofessionnelles dans le 1^{er} semestre de l'année 2010.

Avec près de 40% de cheminots en grève tous collèges confondus, les cheminots ont démontré leur volonté de combattre cette néfaste réforme. Ils ont pris toute leur place dans ce mouvement et ce dès le début des différentes mobilisations en participant massivement aux journées de grève et de manifestations unitaires.

Dès le départ, le secteur CGT des cheminots a cherché à construire l'unité syndicale au niveau régional. A ce titre, sous notre impulsion une intersyndicale régionale CGT, CFDT, UNSA, Sud Rail se réunissait quotidiennement afin de coordonner l'action des différentes structures syndicales :

- Oui nous avons raison de construire l'unité au plus près du terrain.
- Oui nous avons raison de réunir nos syndiqués sur les sites tous les jours pour les informer de ce qui se passe et leur proposer d'aider à l'élargissement de la mobilisation.
- Oui nous avons raison de réunir nos directions syndicales quotidiennement afin d'analyser et décider des actions à mener.
- Oui nous avons raison de réunir les cheminots en AG tous les jours pour qu'ils décident en toute connaissance de cause.

Cette façon de procéder permet aux cheminots de se déterminer démocratiquement en toute connaissance de cause dans les AG et ceci tout au long de l'action.

L'action des cheminots porte sur le projet de réforme des retraites voulu par le MEDEF et imposé par le gouvernement, conscients qu'ils sont bel et bien concernés par cette réforme. D'ailleurs, tous les cheminots ne sont pas à statut et des contractuels travaillent à la SNCF. D'autre part 80% des cheminots à statut sont dans le cadre des poly-pensionnés pour avoir eu une activité professionnelle

dans le privé.

Mais nous avons aussi dans ce conflit porté les revendications sur les questions de l'emploi, des salaires, des conditions de travail et de développement du service public SNCF. En interpellant dans les sites notamment les directions d'établissements, les dirigeants de proximité qui mettent en œuvre les politiques nationales. Une interpellation du directeur de région a eu lieu le 21 octobre réunissant 200 cheminots de Rennes. De plus l'ensemble des sénateurs de la région BRETAGNE a été interpellé par un courrier afin qu'ils ne votent pas la loi.

Autant de formes d'initiatives dans lesquelles les cheminots, à divers degrés, se sont investis de manière massive.

Sans vouloir préjuger de ce que demain sera fait, nous pouvons d'ores et déjà affirmer que l'avenir ne sera pas le même au sortir de cette action.

D'ailleurs la mobilisation des cheminots lors du conflit d'avril à la SNCF si elle n'a pas eu d'effet immédiat a permis d'obtenir l'embauche de 77 emplois à statut sur notre région, et de 1100 embauches supplémentaires par rapport au budget initial au niveau national.

Si l'on évoque souvent nos difficultés en matière de qualité de vie syndicale, force est de constater que dans ce conflit nous avons réussi à les dépasser. Nos directions syndicales et nos syndiqués se réunissent et impulsent une activité qui a permis d'aller de l'avant. Des jeunes nous ont rejoint et se sont inscrits dans toutes les initiatives ce qui nous permet d'envisager l'avenir plus sereinement, point d'appui pour le 41^{ème} congrès fédéral au mois de novembre et les prochaines élections professionnelles du 24 Mars 2011.

Cette expérience doit servir l'organisation.

Dernier bilan que nous pouvons tirer. Aujourd'hui 5 adhésions ont été réalisées sur le secteur : 2 cadres, 3 agents de l'exécution dont 1 jeune . D'autres contacts sont en cours et nous devrions progresser en la matière dans les semaines à venir.

Le Secrétariat Régional des
Cheminots C.G.T. de Bretagne

**N'en déplaise aux tenants du libéralisme,
aujourd'hui comme hier, la lutte paie, ON CONTINUE !**